

Repenser les stratégies de création d'emplois au Nigeria

Projet dirigé par le Centre for the Study of the Economies of Africa (CSEA) – Nigeria

Résumé

Le problème posé par la hausse du chômage dans un contexte de croissance économique impressionnante au Nigeria fait naître l'urgence de repenser les stratégies de création d'emplois. Afin d'alimenter ce débat, le CSEA et Nextier ont organisé un dialogue sur les politiques invitant les décideurs politiques et d'autres parties prenantes à réfléchir à des moyens de résoudre ce dilemme. Les recherches de contexte menées par le CSEA ont fourni le cadre du dialogue, qui a permis de dégager des enseignements utiles ainsi que des idées pour faciliter les efforts en vue de relever le défi de la création d'emplois dans le pays.

À PROPOS DES FONDS DE CONTREPARTIE

En 2011, l'Initiative Think Tank a mis en place le programme de fonds de contrepartie comme autre source de soutien financier. Ces fonds soutiennent les efforts des think tanks financés par l'ITT pour accomplir leurs objectifs à long terme, et favorisent l'apprentissage et la collaboration entre pairs.

INSTITUTIONS PARTICIPANTES

Le CSEA a dirigé cette activité en collaboration avec Nextier Capital Limited, une société nigériane d'investissement et de conseil multi-compétences spécialisée dans la conception des politiques, de gestion des performances et de soutien à la recherche, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et du pétrole.

ACTION ET RAISONS D'AGIR

Le problème de la hausse du chômage est préoccupant pour les décideurs politiques du monde entier. Depuis la crise financière mondiale de 2008, l'Organisation internationale du travail (OIT) rapporte que le nombre total de personnes sans emploi dans le monde a augmenté de 28 millions, avec une augmentation de 4 millions de personnes rien qu'en 2012. Ce problème se pose de manière encore plus urgente pour le Nigeria, étant donné que le pays représente une part importante des chiffres du chômage en Afrique subsaharienne (AS). Le taux élevé de chômage – en particulier chez les jeunes – contraste fortement avec le fort taux de croissance économique moyen de 7% entre 2004 et 2012.

Pour faire face à ce problème, les décideurs politiques du Nigeria doivent adopter une réflexion plus créative afin de concevoir des stratégies innovantes de création d'emplois. La formulation des politiques doit notamment être repensée et réorientée vers la mise en place de modèles de croissance économique plus inclusifs. Afin de combler ces lacunes, le CSEA a organisé un dialogue sur les politiques axé sur la refonte des stratégies de création d'emplois au Nigeria, auquel ont participé de hauts décideurs politiques, des agences gouvernementales, des acteurs du secteur privé, des partenaires de développement et des organisations de la société civile.

Afin de préparer cet événement, le CSEA a mené des recherches de fond qui ont permis de mettre les discussions en contexte. Ces recherches visaient à découvrir la situation du Nigeria en termes de création d'emplois. Dans ce but, une analyse approfondie des rapports officiels sur le chômage a été effectuée et interprétée dans le contexte de la structure économique et des réalités démographiques du Nigeria. Une enquête sur le marché du travail, qui s'intéressait aux aspects relatifs à l'offre et à la demande, ainsi qu'à la structure informative de ce marché, a ensuite été menée à l'échelle nationale. Cette enquête a porté sur des sociétés du secteur manufacturier et du secteur des services, et a utilisé des séries de questionnaires standards pour obtenir les réponses de directeurs des ressources humaines, de gérants d'entreprises individuelles et de personnes en recherche d'emploi. Le document d'information issu de cette enquête a ensuite servi de contexte aux discussions des experts.

RÉSULTATS

Le principal objectif de ce dialogue était de rassembler diverses parties prenantes en vue de repenser les stratégies de création d'emplois au Nigeria. Le projet a en grande partie atteint cet objectif, en créant une plate-forme qui a permis d'apporter des informations et de traduire les recherches en politiques et en actions. Cet événement a été un grand succès grâce à la participation d'un grand nombre d'acteurs, ce qui s'est reflété dans la qualité des contributions et des recommandations formulées par les participants au cours du dialogue sur les politiques.

Au cours de ce dialogue, les discussions ont mis l'accent sur trois points clés qui doivent être abordés dans le domaine de la création d'emplois. Premièrement, les changements de direction politique entraînent des retournements fréquents et problématiques des politiques gouvernementales dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture et l'industrie. Il est donc nécessaire d'institutionnaliser les cadres politiques et de les isoler des changements d'orientation des dirigeants. Deuxièmement, une collaboration systématique est

nécessaire entre le gouvernement, les parties prenantes et le secteur privé afin d'assurer une meilleure coordination des politiques et le déploiement des efforts en matière de création d'emplois. Troisièmement, la formation à l'entrepreneuriat et l'acquisition de compétences devraient être fortement encouragées et intégrées au programme des établissements d'enseignement supérieur du Nigeria.

Les groupes du secteur industriel et les décideurs politiques présents ont débattu de la nécessité d'actions énergiques en termes de création d'emplois, compte tenu des réalités démographiques du pays. Des recommandations ont été formulées quant à la manière dont les groupes industriels devraient rechercher le soutien du gouvernement. Il a par exemple été suggéré que les groupes et les entreprises du secteur industriel s'engagent sur des actions crédibles et réalisables auprès du gouvernement, en créant des opportunités d'emploi et en remplaçant certains biens d'importation par une production domestique, en échange du soutien du gouvernement.

La communauté de la recherche a également appris l'existence d'idées novatrices actuellement mises en œuvre par l'agence de soutien aux PME, *Small and Medium Enterprises Development Agency of Nigeria* (SMEDAN), telles que le programme *National Enterprise Development Programme* (NEDEP) lancé en février 2014. Le NEDEP repose sur le concept d'« un village, un produit », comme cela se fait au Japon, et est en cours d'adoption dans certains pays d'Afrique. Cet événement a donc offert l'opportunité au directeur général de la SMEDAN de discuter de ce programme avec les médias, des organismes de recherche et des organisations de la société civile.

Le CSEA a grandement bénéficié de la mise en œuvre de ce projet. Tout d'abord, les recherches menées en amont du dialogue sur les politiques ont permis de bien comprendre le marché du travail et le problème du chômage, qui restaient jusque là obscurs, en particulier dans le secteur manufacturier et le secteur des services. Ensuite, cette bonne compréhension des difficultés rencontrées par les entreprises, les employeurs et les salariés a permis aux débats des experts, lors du dialogue sur les politiques, d'être plus ciblés et ainsi de resserrer le lien entre la recherche et les politiques. Enfin, la collaboration avec Nextier a apporté au CSEA une nouvelle perspective sur les politiques gouvernementales et la sphère du secteur public. Cette compréhension a joué un rôle important pour structurer les travaux de recherche de fond et le dialogue sur les politiques. La connaissance approfondie des secteurs public et privé de Nextier a ainsi permis de renforcer les efforts du CSEA en matière d'influence des politiques.

PROCHAINES ÉTAPES

Étant donné que les recommandations issues du dialogue sur les politiques s'appliquent à d'autres secteurs de l'économie, une réunion de suivi sera probablement organisée afin d'en communiquer les résultats à un groupe plus large d'acteurs et de décideurs politiques intéressés.

Compte tenu du succès de cette activité, les think tanks devraient être encouragés à collaborer avec des institutions ayant des liens forts et clairs avec les secteurs public et privé, comme c'est le cas de Nextier. Cette complémentarité des connaissances et des compétences permet de tirer parti de toute la force de ces efforts collaboratifs, de renforcer le travail des think tanks et ainsi de faciliter la réalisation de leur objectif d'information et d'influence des politiques.